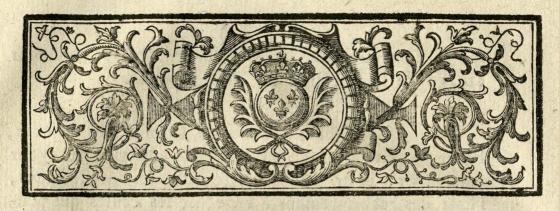
cetramer enne 16 gle Registré fig. nerfo



## PROCLAMATION DUROI,

Sur le Décret de l'Assemblée Nationale, du 3 Octobre 1790, contenant disférentes dispositions relatives aux fonds necessaires au service du Trésor public, & à l'envoi des états de situation des Caisses de chaque Receveur pour les Impositions tant directes qu'indirectes, ainsi que des états de toutes les matières d'or & d'argent portées aux Hôtels des Monnoies pour y être fabriquées, &c.

Du 14 Octobre 1790.

U par le Roi le Décret de l'Assemblée Nationale, dont la teneur suit:

Décret de l'Assemblée Nationale, du 3 Octobre 1790. L'Assemblée Nationale décrète ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.
Les fonds nécessaires au service du Trésor public

(2)

seront demandés au Corps législatif par l'Ordonnateur chargé de la direction du Trésor public.

## II.

IL sera sourni chaque mois au Comité des sinances, l'Etat de situation de la caisse de chaque Receveur particulier, pour l'année 1790 & les précédentes, l'État des recouvremens à faire, & les causes qui peuvent retarder ces recouvremens.

## III.

IL sera fourni, par chaque mois, l'État des payemens saits sur les Impôts indirects, & des causes de retard ou de suspension dans les recouvremens

## I V.

IL sera remis au Comité des finances des États de toutes les matières d'or & d'argent provenant de vais-selles, dons patriotiques ou matières achetées de l'étranger par le Trésor public, lesquelles ont été portées aux Hôtels des Monnoies pour y être fabriquées, ainsi que les bordereaux de versement des monnoies en provenant au Trésor public, ou dans les dissérentes caisses.

Ces États seront imprimés à commencer du premier Octobre 1789, & chaque mois pour l'avenir.

Collationné à l'original par Nous Président & Secretaires de l'Assemblée Nationale. A Paris, le six Octobre mil sept cent quatre-vingt-dix. Signé, EMERY, Président; VIEILLARD de Saint-Lô, BOUCHE & VERNIER, Secretaires.

LE ROI a sanctionné & sanctionne ledit Décret,

(3)

pour être exécuté suivant sa forme & teneur. A Saint-Cloud, le quatorze Octobre mil sept cent quatre vingt-dix. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, Guignard.

LES ADMINISTRATEURS du Département de l'Aisne, oui & ce requérant le Procureur Général-Syndic, vu la Proclamation du Roi, du 14 Octobre dernier, sur un Décret de l'Assemblée Nationale, du 3 dudit mois, contenant différentes dispositions relatives aux sonds nécessaires au service du Trésor public, & à l'envoi des états de situation des Caisses de chaque Receveur pour les Impositions tant directes qu'indirectes, ainsi que des états de toutes les matières d'or & d'argent portées aux Hôtels des Monnoies pour y être fabriquées, &c:

Après que ladite Proclamation a été lue, Séance tenante, ont arrêté qu'elle sera à l'instant transcrite sur les registres, qu'elle sera exécutée suivant sa forme & teneur, qu'elle sera réimprimée, & que des Exemplaires en seront adressés, à la diligence du Procureur-Général, aux Directoires de Districts, pour la faire transcrire sur leurs registres, & en distribuer à toutes les Municipalités de leurs Ressorts respectifs, qui seront tenues d'en faire faire pareille transcription, & de la faire lire, publier au prône des Messes Paroissiales, & de la faire afficher à la requête & diligence du Procureur de la Commune, qui sera tenu d'en certifier dans la huitaine du jour de la réception : de toutes lesquelles transcriptions, lectu-

(4)

res, publications & affiches, il sera envoyé certificats, dans la quinzaine, au Procureur-Général, par la médiation des Procureurs-Syndics de Districts, qui sont invités d'y tenir exactement la main.

FAIT A LAON, le trois Novembre mil sept cent quatre-vingt-dix. Signé, COLLIETTE, Président; ANCELOT, BEFFROY, BORÉ, BINANT, DE VISME, DUFRESNE, DE BRY, DE CROUY, DU CREUX, DEDRIENCOURT, FAY, FLAMANT, FOUQUET, JOMARON, LE LARGE, LALOUETTE, LE SUR, LAURENT, LOYSEL, MEURIZET, MORICOURT, MALIN, PRUHOMME, PÉRIN, PLOMION, QUINETTE, RIVOIRE, RICHARD, SOYER, VIGNIER, Administrateurs; BLIN, Procureur-Général-Syndic.

Contre-signé, DEBATZ, Secretaire-Général du Département.

A LAON, DE L'IMPRIMERIE D'AUGUSTIN-PIERRE COURTOIS, IMPRIMEUR DU DÉPARTEMENT DE L'AISNE. 1790.